

Garde la santé :
défends ta sécu !

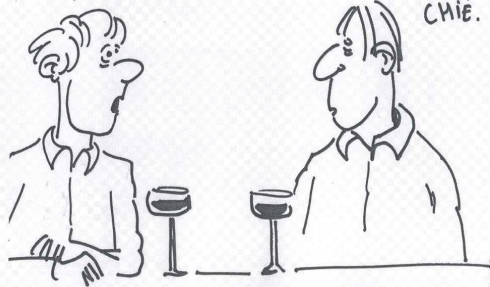
ETATS GENERAUX RENNAIS DE LA SANTE ET DE L'ASSURANCE MALADIE

Bulletin n°4 – mai 2007

Géostratégie et démantèlement des protections sociales en Europe : pourquoi ?

1- **En Europe, de la dernière guerre à 1989**, époque de la guerre froide, les protections en Europe ont joué un rôle central dans la redistribution des richesses. Pourquoi une telle redistribution des richesses, auparavant concentrées au sein de quelques grands trusts industriels et bancaires ?

BEN, TU VOIS, LA SECU,
C'EST COMME AVANT,
SAUF QU'ILS ONT REMPLACÉ
SOLIDAIRES PAR
CARTE BANCAIRE...



Les nations européennes sortent exsangues de la guerre. Les Etats Unis d'Amérique dominent l'Europe de l'Ouest face à l'Est. L'affrontement militaire est impossible de part et d'autre. La confrontation passe par une élévation rapide des niveaux de vie à l'Ouest, afin de créer un différentiel par rapport à l'Est.

Il y a en effet une obligation géostratégique de développer et de maintenir des couches moyennes relativement aisées, tout particulièrement dans les pays limitrophes du « rideau de fer », au moyen de politiques étatiques volontaristes (étatisation de secteurs économiques stratégiques, expansion des fonctions des Etats) ce qui correspond sur le plan économique à une certaine distribution sociale des valeurs ajoutées, base fondamentale des croissances économiques en Europe (ce ne sont pas « les trente glorieuses » qui ont permis un tel développement par on ne sait quel mécanisme, mais c'est la redistribution plus équitable des VA qui a créé le dynamisme économique). Les protections sociales (santé et retraites) participent fortement à cette distribution des valeurs ajoutées.

○ Géostratégie et démantèlement des protections sociales en Europe : pourquoi ?

○ Un moteur qui ne marche plus

Adresse provisoire :
EGSAM : local ATTAC
Rennes - Maison de quartier
de Maurepas - 32, rue de la
Marboudais - Rennes
www.local.attac.org/35

2- Suite à l'effondrement des Pays de l'Est, la voie est libre pour **recupérer les valeurs ajoutées** ultérieurement redistribuées :

Les transnationales ont désormais le champ libre sur l'ensemble du monde, afin de re-concentrer les valeurs ajoutées en leur sein, en particulier celles redistribuées pour des raisons géostratégiques dans les pays ouest européens.

- L'entretien de la nébuleuse des couches moyennes en Europe de l'Ouest est désormais inutile, d'où leur paupérisation progressive et la réduction de fonctions des Etats.

- **Les protections sociales, dont la santé, essentiellement financées par les couches moyennes salariées, connaissent désormais mécaniquement des déficits chroniques.**

- La globalisation est largement dominée par les transnationales des Etats-Unis, pays qui pour asseoir sa puissance financière, technologique et militaire a besoin de pomper l'épargne du monde (80 % de cette épargne !).

- Pour pomper l'épargne européenne (la plus liquide), les Etats-Unis ont pour nécessité de cadrer la construction européenne :

o limiter le pompage de l'épargne européenne par les Européens eux-mêmes : d'où les déficits réglementés des budgets des Etats européens (traité de Maastricht, rôle réduit de la Banque Centrale Européenne, pacte de stabilité, ...), d'où la stagnation des investissements en Europe depuis plus de vingt ans, le développement du chômage toutes catégories, une croissance économique faible.

Forcer les européens à épargner en modifiant radicalement leurs systèmes de protection sociale en systèmes assuranciers privés connectés aux réseaux boursiers dominés par Wall Street, d'où les réformes simultanées dans tous les Etats de l'Union Européenne, soumis à une intense propagande contre «l'Etat Providence» pourtant à l'origine du progrès d'ensemble dans l'Ouest européen.

3- "**La nouvelle gouvernance**" a été le cri de ralliement pour la mise en place de cette propagande.

On peut résumer à grands traits ses principales caractéristiques :

a – au nom d'une société "plus complexe", trop complexe pour des élus politiques, seuls les détenteurs de savoirs (les « experts » et les « élites ») peuvent décider.

b – Dès lors, logiquement, les notions de peuple et de souveraineté sont évacuées, pour être remplacées par celle de "société civile" (qui inclut les lobbies désormais officialisés) et de "partenariat". La notion de Nation est combattue, la gouvernance de l'Etat est réduite par des "contraintes" déclarées par des "experts" et des "décideurs".

c – Tout étant "complexe", toute responsabilité sociale et territoriale des entreprises est évacuée.

d – Le libre échange, la libre entreprise, l'excellence individuelle sont les bases d'une société "d'acteurs" et de "projets" : la bonne gouvernance consiste alors à mettre en mouvement des acteurs et des projets dans les bornes fixées "naturellement" par le marché, celui-ci se substituant à la souveraineté populaire.

e – La hiérarchie des valeurs morales se modifie : l'équité remplace l'égalité.

Equité = aménager autant que possible des efforts défensifs pour corriger les déséquilibres naturels du marché (fondement de la charité)

Egalité = droit politique offensif historiquement acquis (fondement de "l'accès pour tous").

4- Quels ont été les principaux relais internationaux de cette propagande ?

a- Les Sociétés de Conseil : La plupart adossées aux groupes financiers et industriels, elles bénéficient d'un double système qui leur permet de monopoliser l'édition de normes gestionnaires en substitution des pouvoirs d'Etat : certification de normes, expertises auprès des tribunaux, parfois complémentées par des départements d'avocats.

Exemple de normes : nouvelles normes comptables internationales, groupes homogènes de malades ou référentiels de cancérologie et pneumologie dans le domaine de la santé, ...

Exemple de Société de conseil : actuellement, le groupe Blue Cross pénètre le marché français des systèmes d'informations hospitaliers liés à la tarification à l'activité (T2A) à des prix défiant toute concurrence. Cette société US fait tout pour que son système logiciel ne soit pas compatible avec ceux français et européens. Aucune réaction des autorités françaises, aucune réaction des syndicats de directeurs d'hôpital ... Il faut savoir que cette société est l'émanation d'une congrégation religieuse américaine du même nom, qui possède aussi des compagnies d'assurances de santé.

Système d'information hospitalier exclusif, T2A, assurance ... vous voyez le lien ? Cela fait partie du formatage vu plus haut.

b- l'OMC via l'AGCS : voir EGSAM35 n°3.

c- Fonds Monétaire International : "Il convient de forcer les gens à épargner pour leur retraite en orientant les fonds vers le secteur privé (...) les systèmes par répartition créent trop de sécurité dans le corps social"(citation soulignée par nous).

d- Les relais en Europe : la réforme des retraites en Europe, la limitation des pouvoirs du parlement européen (application de la nouvelle gouvernance). *L'UNICE* (les MEDEF d'Europe), inspirateur direct de la commission européenne, dicit Pascal Lamy. *L'European Services Forum* (50 transnationales US et européennes) à l'origine de l'adoption de l'AGCS en Europe. *La Transatlantic Business Dialogue*, qui pousse au marché commun US-UE, surtout dans le domaine bio - médicaments.

5- Le relais en France : le MEDEF

Le MEDEF, relais du néolibéralisme en France, est un vrai parti politique : il a un programme précis pour transformer la société française. C'est un octopode qui fait appliquer méthodiquement son programme par toutes ses tentacules : ses divers partis politiques, certains syndicats, ses hauts fonctionnaires sélectionnés, ses médias, ses députés UMP et quelques autres, ses gouvernements, etc.

Son programme de démantèlement de notre Sécurité Sociale est d'une précision diabolique (rapports Kesler, Chadelat, ...), mais sans imagination : retour à la case XIX ème siècle, violence antisyndicale (la courbe de désyndicalisation depuis la dernière guerre suit exactement celle de la part salariale de la valeur ajoutée en France, source fondamentale du financement de la Sécu). Le coup de grâce de l'avenir de la Sécu est asséné en 1983, lorsque F. Mitterand refuse l'organisation des élections universelles, signant ainsi sa mort politique : elle aura de plus en plus tendance à être perçue comme une simple caisse pour consommateurs, mort politique qui servira de terreau pour les tentatives de privatisation.

6- Des réactions insuffisantes

- Les niveaux de réactions populaires sont encore insuffisants compte tenu du seuil critique nécessaire des rapports de force vis à vis du patronat, mais ils vont crescendo.
- Les fortes mobilisations contre les réformes des retraites et de la santé viennent de très loin, après des décennies de recul idéologique des salariés.
- La bataille idéologique n'est plus totalement en faveur du MEDEF, il perd chaque jour du terrain, l'efficacité de leur média a atteint sa limite dans bien des domaines, comme l'a montré les résultats du référendum sur le Traité Constitutionnel Européen . Elle le demeure encore cependant dans le champ politique comme l'a montré le montage du trio Sarkozy/Royal/Bayrou (voir les media à partir d'août – septembre 2005, quelques mois après les résultats du référendum).

UN MOTEUR QUI NE MARCHE PLUS

Désormais, beaucoup de gens ont pris conscience que le moteur du "turbocapitalisme" a de plus en plus de mal à fonctionner : il devient de moins en moins crédible. Ses apôtres n'ont plus d'arguments, sinon le mensonge et le populisme permanents. Suite à la privatisation généralisée des années 80, le cas des Etats-Unis d'Amérique est désormais bien connu :

- les dépenses de santé, en pourcentage du PIB, sont les plus importantes du monde, leur système de santé étant parmi les plus inégalitaires ;
- les prises en charge sont sélectives, en fonction de l'épaisseur du portefeuille, du type de pathologie, du lieu d'habitation, du lieu de travail (grandes *versus* petites entreprises) ;
- remboursement selon le type de contrat individuel d'assurance (comme les contrats automobiles) ;

En France, le coût de fonctionnement du régime général et ceux des assurances privées sont dans un rapport de un à quatre ! (alors que ces dernières reçoivent les dossiers déjà triés par la première). Par ailleurs, tout le monde constate que les files d'attente s'allongent pour les rendez-vous de certaines spécialités ou en chirurgie.

Bulletin n°5 : **Propositions d'alternatives**